

Gérard Couchez

Professeur émérite de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense
Doyen honoraire

Xavier Lagarde

Professeur à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense
Avocat à la Cour

Procédure civile

17^e édition

2014



Table des matières

Sommaire.....	V
Abréviations.....	VII
Avant-propos	XI
Introduction.....	1
§ 1. Définition de la procédure civile.....	1
§ 2. Utilité et importance de la procédure civile	2
§ 3. Caractères de la procédure civile	4
§ 4. Sources de la procédure civile.....	5
A. La source usuelle : le Code de procédure civile.....	6
B. Les sources impérieuses.....	8
1° La loi.....	8
2° La Constitution.....	9
3° La CEDH	11
4° Le droit de l'Union européenne.....	14
§ 5. Les règles de procédure civile dans le temps	17
A. Aspects politiques : le sens des évolutions	18
B. Aspects techniques : le droit transitoire	24
§ 6. Plan général de l'ouvrage.....	25

PREMIÈRE PARTIE

LE CADRE DE LA JUSTICE CIVILE

TITRE 1

L'ORGANISATION DE LA JUSTICE CIVILE

Section préliminaire. <i>Généralités</i>	29
A. L'interdiction faite au juge d'empiéter sur les pouvoirs législatif et exécutif.....	30
1° L'interdiction d'empiéter sur le pouvoir législatif	30
2° L'interdiction d'empiéter sur le pouvoir exécutif	31
B. La protection du juge contre les risques d'empiètements des pouvoirs législatif et exécutif, condition d'une justice indépendante	32

SOUS-TITRE 1

LES JURIDICTIONS

Généralités	33
A. Composition des juridictions	33
1° Juridictions collégiales ou juridictions à juge unique ?	33
2° Juges de carrière ou juges « occasionnels » ?	34
B. Hiérarchie des juridictions	35

CHAPITRE 1. – Présentation des juridictions	37
Section 1. <i>Les juridictions de droit commun</i>	37
§ 1. Les tribunaux de grande instance.....	37
A. Organisation des tribunaux de grande instance.....	37
B. Fonctionnement des tribunaux de grande instance.....	38
1° Les formations collégiales.....	38
2° Le tribunal statuant à juge unique.....	39
3° Le président du tribunal de grande instance.....	40
§ 2. Les cours d'appel.....	40
A. Organisation des cours d'appel.....	41
B. Fonctionnement des cours d'appel.....	41
1° Les différentes formations.....	41
2° Les fonctions des chefs de cour.....	42
Section 2. <i>Les juridictions d'exception</i>	42
§ 1. Les tribunaux d'instance.....	42
§ 2. Les juridictions de proximité.....	43
§ 3. Les tribunaux de commerce.....	44
A. Organisation des tribunaux de commerce.....	46
B. Fonctionnement des tribunaux de commerce.....	47
1° Formations du tribunal de commerce.....	47
2° Le président du tribunal de commerce.....	47
§ 4. Les conseils de prud'hommes.....	47
A. Organisation des conseils de prud'hommes.....	48
B. Fonctionnement des conseils de prud'hommes.....	49
1° Formations ayant à connaître des conflits individuels du travail.....	49
2° Assemblée générale.....	50
§ 5. Les juridictions de sécurité sociale.....	50
§ 6. Les juridictions compétentes en matière de baux.....	51
1° Louage d'immeubles à usage d'habitation.....	51
2° Louage d'immeubles à usage commercial, artisanal ou industriel.....	51
3° Louage d'immeubles ruraux.....	52
Section 3. <i>La Cour de cassation</i>	52
§ 1. Organisation de la Cour de cassation.....	53
§ 2. Fonctionnement de la Cour de cassation.....	54
A. Formations simples.....	54
B. Formations complexes.....	56
1° Chambre mixte.....	56
2° Assemblée plénière.....	56
C. Formations particulières.....	57
CHAPITRE 2. – Compétence des juridictions	59
Section 1. <i>Les règles de compétence</i>	59
Sous-section 1. <i>La compétence d'attribution</i>	60
§ 1. La compétence d'attribution des juridictions de droit commun.....	60
A. Tribunal de grande instance.....	60
1° Règles générales de compétence du tribunal.....	60
a) Compétence de principe du tribunal de grande instance.....	61
b) Compétence exclusive du tribunal de grande instance.....	61

2° « Compétence » de la chambre du conseil.....	63
3° Tribunal de grande instance statuant à juge unique	64
4° Pouvoirs du président du tribunal de grande instance.....	65
a) Le président du tribunal, juge des référés	65
b) Le président du tribunal, juge des requêtes	72
c) Le président du tribunal, juge de l'exécution.....	74
d) Le président du tribunal, juge des injonctions de payer.....	75
B. Cour d'appel	76
§ 2. La compétence d'attribution des juridictions d'exception.....	76
A. Tribunal d'instance	77
1° Compétence de principe	77
2° Compétences spéciales.....	78
a) Compétence sans limitation de l'intérêt en jeu, mais à charge d'appel ...	78
b) Compétence en dernier ressort jusqu'à 4 000 euros, à charge d'appel au-dessus ou quand le montant de l'intérêt en jeu est indéterminé	79
c) Compétence en dernier ressort.....	79
B. Juridiction de proximité	79
C. Tribunal de commerce	81
1° Compétence du tribunal lui-même.....	81
a) Principe général.....	81
b) Règles particulières de compétence.....	82
2° Pouvoirs du président du tribunal de commerce	83
D. Conseil de prud'hommes	84
1° Compétence du conseil de prud'hommes lui-même	84
a) Principe	84
b) Limites	84
2° Référé prud'homal	85
a) Qui est juge des référés ?.....	85
b) Quelles mesures peuvent être prises en référé ?	85
c) Quelle est l'autorité des décisions prises ?	86
§ 3. L'évaluation du montant de l'intérêt en jeu.....	86
A. Détermination du montant de l'intérêt en jeu	86
B. Caractère indéterminé du montant de la demande	87
Sous-section 2. <i>La compétence territoriale</i>	88
§ 1. Règles générales	89
A. Le principe.....	89
B. Les dérogations.....	91
1° Compétence d'un tribunal déterminé.....	91
2° Options de compétence	91
§ 2. Règles particulières.....	93
Sous-section 3. <i>L'étendue de la compétence</i>	95
§ 1. L'étendue de la compétence des juridictions de droit commun.....	95
§ 2. L'étendue de la compétence des juridictions d'exception	97
Section 2. <i>Les caractères et sanctions des règles de compétence</i>	99
Sous-section 1. <i>La distinction entre compétence d'intérêt général et compétence d'intérêt privé</i>	99
§ 1. La distinction dans le cadre de la compétence d'attribution.....	99
§ 2. La distinction dans le cadre de la compétence territoriale.....	100

Sous-section 2. <i>Les conséquences de la distinction</i>	101
§ 1. La prorogation de compétence	101
§ 2. La sanction des règles de compétence	102
1. Règlement des incidents relatifs à la compétence de la juridiction saisie	102
A. Conditions dans lesquelles l'incompétence est soulevée	102
1° L'incompétence soulevée par l'une des parties	103
2° L'incompétence relevée d'office par le juge	104
B. Décision sur la compétence et voies de recours	105
1° Le contredit	106
a) Caractère « exclusif » du contredit	106
b) Règles applicables au contredit	107
2° L'arrêt rendu sur contredit	108
a) L'appel	109
b) L'arrêt rendu sur appel	110
II. Règlement des incidents fondés sur la litispendance ou la connexité	111

SOUS-TITRE 2

LE PERSONNEL JUDICIAIRE

CHAPITRE 1. – Les magistrats	115
Section 1. <i>Recrutement des magistrats</i>	120
Sous-section 1. <i>Recrutement des magistrats du corps judiciaire</i>	120
§ 1. Recrutement par concours	120
§ 2. Recrutement sur titres	122
Sous-section 2. <i>Recrutement des juges de proximité</i>	123
Section 2. <i>Les magistrats du siège</i>	124
§ 1. Protection du juge	125
A. L'inamovibilité	125
B. L'avancement	125
§ 2. Protection des justiciables	126
A. Mesures préventives	126
1° Incompatibilités	126
2° Incapacités	127
B. Sanctions	130
1° Sanctions disciplinaires	130
2° Responsabilité des magistrats	131
Section 3. <i>Les magistrats du parquet (« le ministère public »)</i>	132
§ 1. Organisation du ministère public et statut des magistrats du parquet	132
A. Composition du ministère public	132
B. Caractères du ministère public	133
C. Statut des magistrats du parquet	134
§ 2. Attributions du ministère public	135
A. La distinction	136
B. Les conséquences de la distinction	136
C. L'application de la distinction	137
1° Le ministère public, partie jointe (voie de réquisition)	137
2° Le ministère public, partie principale (voie d'action)	138

CHAPITRE 2. – Les auxiliaires de la justice	139
Section 1. <i>Les avocats</i>	139
§ 1. Organisation de la profession	143
A. Accès à la profession	143
B. Organisation des barreaux et représentation de la profession	144
C. Statut de l'avocat et exercice de la profession	145
1° Droits et obligations	145
2° Modes d'exercice de la profession	147
3° Régime disciplinaire	149
§ 2. Attributions de l'avocat	150
A. Domaine des attributions de l'avocat	151
1° Fonction d'assistance	151
2° Fonction de représentation	152
B. Limites des attributions de l'avocat	154
Section 2. <i>Les officiers ministériels</i>	154
§ 1. Les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	155
§ 2. Les huissiers de justice	155
Section 3. <i>Les autres auxiliaires de la justice civile</i>	156
§ 1. Les greffiers	156
§ 2. Les administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	157
§ 3. Les conciliateurs de justice	157
§ 4. Les médiateurs	158
§ 5. Les assistants de justice	159

TITRE 2

LES NOTIONS FONDAMENTALES DE PROCÉDURE

CHAPITRE 1. – L'action en justice	163
Section liminaire. <i>La nature du droit d'action</i>	164
§ 1. Un droit fondamental	164
§ 2. Un droit disponible ?	166
Section 1. <i>Les conditions d'existence du droit d'action</i>	171
§ 1. L'intérêt	172
A. La légitimité de l'intérêt	172
B. L'intérêt né et actuel	173
C. L'intérêt personnel et direct	174
§ 2. La qualité	177
Section 2. <i>La concrétisation du droit d'action</i>	178
§ 1. Les demandes	178
A. Les différentes catégories de demandes	179
B. Les effets de la demande en justice	180
§ 2. Les moyens de défense	182
A. La défense au fond	182
B. L'exception de procédure	183
C. La fin de non-recevoir	184

Section 3. <i>Les classifications des actions</i>	186
§ 1. Actions réelles, personnelles et mixtes.....	187
§ 2. Actions mobilières et actions immobilières.....	187
§ 3. Actions possessoires et actions pétitoires.....	188
A. La distinction	188
B. Régime juridique des actions possessoires.....	189
1° Règles communes.....	190
a) Nécessité d'une possession ou d'une détention paisible.....	190
b) Délai d'exercice des actions possessoires.....	190
c) Non-cumul du possessoire et du pétitoire.....	190
2° Règles particulières	191
a) La plainte.....	191
b) La dénonciation de nouvel œuvre.....	191
c) La réintégration.....	192
CHAPITRE 2. – Les actes de procédure	193
Section 1. <i>La rédaction des actes de procédure</i>	193
Section 2. <i>La notification des actes de procédure</i>	194
§ 1. Règles fondamentales du droit des significations.....	197
A. Destinataire demeurant en France métropolitaine ou dans un département d'outre-mer	198
1° Signification à personne	198
2° Signification à domicile (ou à résidence).....	198
B. Destinataire sans domicile, ni résidence, ni lieu de travail connus	200
C. Destinataire demeurant dans une collectivité d'outre-mer ou en Nouvelle-Calédonie	201
D. Destinataire demeurant à l'étranger.....	202
E. Signification par voie électronique.....	203
§ 2. Application des règles en matière de signification à des personnes morales	204
Section 3. <i>Sanctions des irrégularités affectant les actes de procédure</i>	205
§ 1. Les deux catégories de nullités	206
A. Nullité pour vice de forme.....	206
1° Conditions de la nullité	206
a) Évolution des solutions.....	206
b) Droit positif.....	207
2° Mise en œuvre de la nullité	209
B. Nullité pour irrégularité de fond	210
1° Cas de nullités	210
2° Mise en œuvre de la nullité	212
§ 2. Les effets de la nullité.....	212
§ 3. La régularisation de l'acte.....	213
CHAPITRE 3. – Les délais de procédure	215
Section 1. <i>Computation des délais</i>	216
§ 1. Point de départ et échéance du délai	216
§ 2. Prise en considération des samedis, dimanches, jours fériés et chômés	217

Section 2. <i>Modification éventuelle des délais</i>	218
§ 1. Modification des délais en raison de la distance	218
§ 2. Modification des délais par le juge.....	219
Section 3. <i>Sanctions de l'inobservation des délais</i>	219
CHAPITRE 4. – Les actes des juges	221
Section 1. <i>Les actes juridictionnels</i>	221
§ 1. Les critères de l'acte juridictionnel	221
§ 2. Les effets de l'acte juridictionnel	223
Section 2. <i>Les autres actes du juge</i>	230
§ 1. Les décisions gracieuses	230
§ 2. Les mesures d'administration judiciaire.....	234
§ 3. Autres décisions contentieuses.....	234
 SECONDE PARTIE	
L'INSTANCE CIVILE	
 TITRE I	
NOTIONS GÉNÉRALES	
CHAPITRE 1. – Le rapport juridique d'instance	241
Section 1. <i>Les parties à l'instance</i>	242
§ 1. Capacité des parties	242
§ 2. Représentation des parties.....	243
A. Représentation dans l'exercice de l'action.....	243
1° Nécessité d'un pouvoir	244
2° Désignation du représenté dans les actes de la procédure.....	244
B. Représentation dans l'accomplissement des actes de procédure (ou représentation « <i>ad litem</i> »).....	245
Section 2. <i>La matière de l'instance</i>	247
§ 1. Les prétentions.....	247
§ 2. Les allégations, les moyens et les preuves	249
CHAPITRE 2. – Les principes directeurs du procès	253
Section 1. <i>Les principes directeurs et l'instance</i>	255
§ 1. Existence de l'instance.....	255
A. Introduction de l'instance	255
B. Fin de l'instance.....	256
§ 2. Conduite de l'instance.....	256
Section 2. <i>Les principes directeurs et le litige</i>	257
§ 1. Le principe dispositif	258
§ 2. La charge de l'administration de la preuve	260
§ 3. L'obligation de statuer en droit	262

§ 4. Le principe de la contradiction.....	266
A. La contradiction et les parties.....	268
1° Début de l'instance.....	268
2° Déroulement de l'instance.....	269
B. La contradiction et le juge	270
1° Garantie « immédiate » par le juge du respect de la contradiction.....	270
2° Garantie de la contradiction par la possibilité d'un recours.....	273
C. La contradiction et le ministère public.....	273

TITRE 2

LE DÉROULEMENT DE L'INSTANCE

SOUS-TITRE 1

LA PROCÉDURE DÉGAGÉE D'INCIDENTS

CHAPITRE 1. – La procédure contradictoire.....	281
Section 1. <i>Procédure devant le tribunal de grande instance</i>	281
§ 1. Procédure de droit commun	281
I. L'introduction de l'instance	281
A. L'assignation.....	281
1° Les formes de l'assignation	281
2° Les conséquences de l'assignation	283
B. La saisine du tribunal.....	284
1° La formalité de saisine	284
2° Les suites de la saisine	284
II. L'instruction : la mise en état de l'affaire	286
A. Le rôle des parties.....	286
B. Le juge de la mise en état.....	288
1° Pouvoirs relatifs à l'audition et à la conciliation des parties.....	288
2° Pouvoirs permettant un contrôle actif du bon déroulement de l'instruction.....	289
3° Pouvoirs relatifs au règlement de certains incidents	290
a) Domaine de la compétence du juge de la mise en état quant aux incidents	291
b) Décisions du juge de la mise en état et voies de recours	292
4° Pouvoir d'ordonner la clôture de l'instruction.....	293
III. L'audience	297
A. Hypothèse normale : l'audience des plaidoiries.....	297
1° Les principes gouvernant le déroulement des débats	297
a) Publicité des débats	298
b) Oralité des débats	299
2° La clôture des débats.....	302
B. Dérogation : la suppression de l'audience des plaidoiries.....	304
§ 2. Procédures spéciales	305
I. Procédures spéciales devant le tribunal.....	305
A. Procédures dont l'utilisation suppose un accord des parties	305
1° La requête conjointe	305
2° La procédure devant le tribunal statuant à juge unique.....	306

B. Procédures accélérées	307
1° La procédure d'urgence à jour fixe	307
a) L'assignation à jour fixe	308
b) La procédure consécutive	309
2° Le renvoi à l'audience	309
II. Procédures spéciales devant le président du tribunal	310
A. Procédure de référé	311
B. Procédure des ordonnances sur requête	313
C. Procédure d'injonction de payer	314
D. Procédure devant le « juge de l'exécution »	315
Section 2. <i>Procédures devant les juridictions d'exception</i>	316
§ 1. Procédure devant le tribunal d'instance et la juridiction de proximité	317
A. Procédure ordinaire	318
1° L'action aux fins de conciliation	319
a) Tentative de conciliation devant un conciliateur de justice	319
b) Tentative de conciliation devant le juge	320
2° L'action aux fins de jugement	321
a) L'instance introduite par une assignation à toutes fins	321
b) L'instance introduite par requête conjointe ou par présentation volontaire des parties	322
c) L'instance introduite par déclaration au greffe	322
B. Procédures particulières	323
a) La procédure d'injonction de payer	323
b) La procédure d'injonction de faire	325
c) Les ordonnances sur requête (juge d'instance)	326
d) Les ordonnances de référé (juge d'instance)	326
§ 2. Procédure devant le tribunal de commerce	327
A. Procédure devant le tribunal lui-même	327
1° L'introduction de l'instance	327
a) L'assignation	327
b) La requête conjointe	328
c) La présentation volontaire des parties	328
2° La procédure consécutive	328
B. Procédures devant le président du tribunal	329
1° Procédure de référé	329
2° Procédure des ordonnances sur requête	330
3° Procédure d'injonction en vue du recouvrement de créances commerciales	330
§ 3. Procédure devant le conseil de prud'hommes	330
A. Procédure normale	331
1° Phase de saisine de la juridiction prud'homale	331
2° Tentative de conciliation et suites immédiates	332
3° Phase de jugement	335
B. Référé prud'homal	335
§ 4. Procédure applicable en matière de baux	336
CHAPITRE 2. – La procédure par défaut	339
Section 1. <i>Défaut de comparution de l'une des parties</i>	339
§ 1. Défaut de comparution du demandeur	340

§ 2. Défaut de comparution du défendeur	341
A. Défendeur unique	341
B. Pluralité de défendeurs.....	342
Section 2. <i>Défaut d'accomplissement des actes de la procédure</i> <i>après comparution</i>	343
CHAPITRE 3. – La procédure en matière gracieuse	345

SOUS-TITRE 2

LES INCIDENTS DE PROCÉDURE

CHAPITRE 1. – Les incidents relatifs à la preuve	349
Section 1. <i>Les incidents concernant les pièces et documents</i>	349
§ 1. Production et obtention de pièces	349
A. Conditions de l'obligation de produire	350
1° Demande de l'une des parties au procès	350
2° Absence d'empêchement (ou de « motif ») légitime.....	351
3° Décision du juge.....	352
B. Exécution de la décision ordonnant la production	352
§ 2. Communication des pièces.....	353
§ 3. Contestations relatives à la preuve littérale.....	355
A. Les contestations relatives aux actes sous seing privé.....	356
1° La vérification d'écriture	356
a) L'incident de vérification.....	356
b) La vérification d'écriture demandée à titre principal	357
2° Le faux	357
a) L'incident de faux.....	357
b) Le faux demandé à titre principal	357
B. L'inscription de faux contre les actes authentiques.....	358
1° L'inscription de faux incidente	358
2° L'inscription de faux principale.....	359
Section 2. <i>Les mesures d'instruction</i>	359
Sous-section 1. <i>Les règles générales applicables aux mesures d'instruction</i>	359
§ 1. Les décisions ordonnant les mesures d'instruction	360
A. Conditions dans lesquelles peut être ordonnée une mesure d'instruction	360
B. Régime de la décision relative à une mesure d'instruction	362
§ 2. L'exécution des mesures d'instruction	363
A. Le contrôle de l'exécution	363
B. Le déroulement des opérations	365
§ 3. Les nullités susceptibles de frapper des décisions et actes d'exécution relatifs aux mesures d'instruction	366
Sous-section 2. <i>Les différentes mesures d'instruction</i>	367
§ 1. Les vérifications personnelles du juge	367
§ 2. La comparution personnelle des parties	368
A. Procédure.....	369
B. Conséquences de l'attitude des parties.....	370

§ 3. Les déclarations des tiers	370
A. Les attestations	371
B. L'enquête	371
1° Règles générales applicables aux deux formes d'enquête	372
2° Règles propres à l'enquête ordinaire	374
a) Détermination des faits à prouver, du mode et du calendrier de l'enquête	374
b) Désignation et convocation des témoins	375
3° L'enquête sur-le-champ	375
§ 4. Les mesures d'instruction exécutées par un technicien	376
A. Dispositions communes	377
1° Rôle et pouvoirs du juge	377
2° Règles relatives au technicien	379
B. Dispositions propres à chaque type de mesures d'instruction exécutées par un technicien	381
1° Les constatations	381
2° La consultation	381
3° L'expertise	382
a) La décision ordonnant l'expertise et ses suites immédiates	382
b) Le déroulement de l'expertise	384
c) Les résultats de l'expertise	385
Section 3. <i>Le serment judiciaire</i>	386
CHAPITRE 2. – Les incidents relatifs à l'instance	387
Section 1. <i>Les incidents relatifs à la modification des éléments du rapport juridique d'instance</i>	387
§ 1. Modification des éléments objectifs de l'instance	387
§ 2. Modification des éléments subjectifs de l'instance	388
A. L'intervention volontaire	388
B. L'intervention forcée	389
Section 2. <i>Les incidents d'instance</i>	390
§ 1. Les jonction et disjonction d'instances	390
§ 2. L'interruption de l'instance	391
§ 3. La suspension de l'instance	392
A. Le sursis à statuer	393
B. La radiation de l'affaire	393
C. Le retrait du rôle	394
§ 4. L'extinction de l'instance	395
A. La péremption d'instance	395
B. Le désistement d'instance	399
C. La caducité de la citation	402
D. L'acquiescement	402
CHAPITRE 3. – Les incidents relatifs au personnel judiciaire	405

TITRE 3
LE JUGEMENT

CHAPITRE 1. – Les différentes catégories de jugements 409

CHAPITRE 2. – L’élaboration des jugements et formalités postérieures..... 413

 Section 1. *Rédaction et prononcé du jugement* 414

 Section 2. *Sanction des règles d’élaboration du jugement* 416

 Section 3. *Notification du jugement* 417

CHAPITRE 3. – La force exécutoire des jugements 423

 Section 1. *Les conditions de la force exécutoire des jugements*..... 424

 Section 2. *Les obstacles à l’exécution des jugements* 425

 Section 3. *L’exécution provisoire* 426

 § 1. Les conditions de l’exécution provisoire..... 426

 § 2. La protection du plaideur contre lequel l’exécution provisoire est ordonnée..... 428

 A. La constitution d’une garantie par le bénéficiaire
 de l’exécution provisoire 428

 B. La consignation émanant de la partie
 contre laquelle l’exécution provisoire a été ordonnée 429

CHAPITRE 4. – Les frais de justice..... 431

 Section 1. *Les dépens* 431

 § 1. Les éléments des dépens 431

 § 2. La charge des dépens 433

 § 3. Le règlement des dépens 433

 Section 2. *L’aide juridictionnelle* 434

TITRE 4
LES VOIES DE RECOURS

CHAPITRE 1. – Les dispositions communes aux diverses voies de recours 441

CHAPITRE 2. – Les voies ordinaires de recours..... 445

 Section 1. *L’appel*..... 445

 § 1. Les conditions de l’appel 445

 A. Conditions de fond de l’appel..... 446

 1° Les jugements susceptibles d’appel..... 446

 2° Les parties à l’instance d’appel 447

 a) Les personnes parties à la première instance 447

 b) Les possibilités d’intervention en cause d’appel 449

 B. Conditions de forme de l’appel..... 450

 C. Délai de l’appel..... 452

§ 2. Les conséquences de l'appel	453
A. L'effet dévolutif	453
1° Le principe	453
2° Les limites de l'effet dévolutif	454
a) La règle de l'interdiction des demandes nouvelles	455
b) Les exceptions à l'interdiction des demandes nouvelles	456
B. L'évocation	457
§ 3. La procédure d'appel	458
A. Procédure ordinaire	458
B. Procédures particulières	463
1° Procédures particulières en matière contentieuse	463
a) L'appel par requête conjointe	463
b) Procédure de renvoi à l'audience	463
c) Procédure à jour fixe	464
d) La procédure sans représentation obligatoire	465
2° Procédure en matière gracieuse	466
3° Procédures devant le premier président	466
Section 2. <i>L'opposition</i>	469
§ 1. Les conditions de l'opposition	469
§ 2. Les effets de l'opposition	470
CHAPITRE 3. – Les voies extraordinaires de recours	473
Section 1. <i>La tierce opposition</i>	473
§ 1. Les conditions de la tierce opposition	474
A. Décisions susceptibles de tierce opposition	474
B. Personnes pouvant former tierce opposition	474
1° La qualité de tiers	475
2° L'existence d'un intérêt	475
C. Délai de la tierce opposition	476
§ 2. Compétence et procédure en matière de tierce opposition	476
§ 3. Les effets de la tierce opposition	477
Section 2. <i>Le recours en révision</i>	478
§ 1. Les conditions du recours en révision	478
§ 2. La procédure du recours en révision	479
Section 3. <i>Le pourvoi en cassation</i>	480
§ 1. Les conditions du pourvoi	481
A. Conditions relatives aux décisions attaquées	481
1° Décisions susceptibles de pourvoi	481
2° Signification de la décision attaquée	482
B. Personnes pouvant former un pourvoi	483
C. Cas d'ouverture du pourvoi	483
1° La violation de la loi	483
2° L'incompétence	484
3° L'excès de pouvoir	484
4° La contrariété de jugements	484
5° L'inobservation des formes	485
6° La perte de fondement juridique	485
D. Délai du pourvoi	485

§ 2. Les conséquences du pourvoi.....	486
A. Effets du pourvoi	486
B. Procédure devant la Cour de cassation.....	488
1° Procédure ordinaire	488
2° Procédures particulières	490
§ 3. L'arrêt de la Cour de cassation.....	491
A. L'arrêt de rejet	491
B. L'arrêt de cassation.....	492
 Index alphabétique.....	 495